

Pas de fatalité face à la régression sociale

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

SALAIRES

RETRAITES

PROTECTION SOCIALE

EMPLOI

Malgré le bulldozer gouvernemental qui individualise et réprime, les luttes sociales n'auront pas connu de trêve cet été. Dans l'énergie, le commerce, chez les postiers, dans les hôpitaux ou l'industrie, les colères éclatent et l'action s'élève. S'agrègent, en ces premiers jours de rentrée, le ras-le-bol et l'inquiétude des enseignant.es, l'épuisement des soignant.es, le manque d'horizon de la jeunesse et des étudiant.es, les premier.es sanctionné.es du pass sanitaire et toutes les autres victimes, globalement, de la domination de l'argent roi et de la guerre de classe en cours. Elles et ils sont très nombreuses et nombreux dans la société et dans nos environnements respectifs. Emploi, salaires et pensions, conditions de travail, services publics ou situation sanitaire, la panoplie des contestations et insatisfactions sociales sont massives et diverses.

C'est dans l'action concrète et collective que ces colères doivent se nourrir et se transformer en revendications claires, radicales et transfor-

matrices. C'est le job de chaque militant.e et élu.e de la CGT. Revalorisation immédiate des salaires et pensions, du Smic et des minimas sociaux, réinstauration de l'ISF, taxe exceptionnelle sur les profits et les fortunes insolentes, maintien et essor des services publics par des plans de recrutements massifs..., **la CGT a des solutions immédiates pour sortir de ce chaos et ses politiques régressives.** L'argent pour satisfaire nos besoins existe. Ce sont nos propres richesses, fruit de notre travail. Elles ne se trouvent pas dans les poches des précaires, des travailleuses et travailleurs, des retraité.es mais dans les coffres des milliardaires, des actionnaires et des paradis fiscaux. Remettons ces réalités sur la table, pour préparer et réussir le 5 octobre. Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30 % en un an. Le CAC 40 a réalisé plus de 60 milliards d'euros de profits en un semestre. 200 milliards d'euros ont été donnés au patronat sans contrôle ni conditionnalité sociale. Nous pourrions conti-

nuer longtemps ce mémorandum des injustices, inégalités et véritable entreprise de spoliation. Encouragé par la faiblesse du rapport de forces et la division, le monarque a décidé de mener jusqu'au bout de son quinquennat, la destruction de notre modèle social. En vérité, l'adoption à marche forcée du pays aux exigences du capitalisme mondialisé. Cette détermination du camp d'en face se traduit journalièrement par des mesures ultra toxiques sur tous les lieux de travail. Du public et du privé. En cela, il ne peut y avoir d'opposition entre revendication locale et revendication globale. De notre capacité à le démontrer, à convaincre, à bâtir des plans de travail pour élever la mobilisation globale dépendra notre puissance et notre efficacité. C'est tout l'enjeu de la journée d'action nationale interprofessionnelle du 5 octobre, précédée par la mobilisation des retraité.es le 1er octobre, qu'il nous faut préparer avec conviction et rigueur. **« Là où il y a de la volonté, il y a un chemin »**

Tout de suite la hausse des salaires !



L'économie française retrouve des indicateurs au vert : la croissance du PIB est supérieure aux prévisions de l'Insee. Le « quoi qu'il en coûte » a permis une envolée du taux de marge qui atteint des niveaux historiques avec plus de 35%, tout comme l'investissement des entreprises. Le gouvernement déclare même que le pays devrait rattraper son niveau de croissance d'avant pandémie, avant la fin de l'année soit plus tôt que prévu.

Ne parlons pas du CAC 40 qui retrouve son plus haut niveau depuis 20 ans, autour de 6 900 points cumulant 57 milliards de bénéfices, en sachant que 140% des profits du CAC40 doivent être reversés aux actionnaires. Les salaires des dirigeants du CAC 40 ont été revalorisés de 40% pour s'établir autour de 5.3 millions d'euros !

Le patronat, perfusé d'argent public, en redemande

Une fois n'est pas coutume, les universités d'été du Medef qui viennent de s'achever ont donné le ton de la rentrée (régressive) qu'entend déployer le monde patronal. Consanguinité oblige, pas moins d'une dizaine de ministres macroniens ont fait le déplacement dans l'autre monde.

Le pathétique ministre de l'économie, Bruno Lemaire, n'a pas pu s'empêcher de dire ce qu'il avait sur le cœur : « *Immense merci aux entreprises de France : nous leur devons tout* ». Côté ambiance dans cette rentrée patronale, c'est un haut-gradé d'une grande entreprise de logiciels pour la santé qui décroche la palme de la révélation. À la question du comment s'est passé le confinement, il répond sans complexe : « *Bien, puisque les délégués syndicaux étaient chez eux* ». Voilà pour ce qui est de la forme. Sur le fond, le Medef a déroulé sans surprise son cahier de doléances des reculs sociaux qu'il entendait imposer à toute la société. La macronie est au taquet pour satisfaire ses injonctions. Réforme fiscale pour les riches et les entreprises, assurance chômage aggravée pour les salariés, démantèlement

Dans ce contexte, il est impensable que la hausse des salaires ne soit pas au rendez vous. La CGT l'affirme haut et fort : une augmentation globale des salaires est indispensable et doit être mise en place immédiatement. Pour plusieurs raisons évidentes. D'abord, elle est impérative socialement, alors que selon une étude de la Dares les Français estiment qu'il faut 1760 euros pour vivre dignement, tandis qu'un français sur deux gagne moins que cette somme. Ensuite, cette revalorisation est cruciale économiquement, alors que 55% du PIB dépend de la consommation des ménages.

Durant la pandémie, Macron a eu des accents mélodramatiques pour évoquer la faible rémunération des métiers d'utilité sociale commune, mais dans les faits l'austérité salariale est le seul horizon qu'il dessine. Et il s'agit là d'un choix politique car l'Etat pourrait donner l'exemple vis-à-vis du traitement des fonctionnaires : or la prime de 57 à 29 euros octroyés aux enseignants français, pourtant moins bien payés que la moyenne de l'OCDE en dit long sur le sujet, à l'instar de l'absence de coup de pouce au Smic. De même, l'Etat a les moyens de faire pression sur les employeurs privés, mais dès lors qu'il se prive de la conditionnalité des aides publiques, il se prive lui-même volontairement de ce pouvoir d'intervention.

Autrement dit dans les entreprises, et dans nos mobilisations interpro il nous faut continuer de gagner par la grève et les manifestations des hausses de salaires substantielles ◉



de la protection sociale et poursuite (plus ciblée) des aides publiques. Réforme des retraites, éventuellement, si le climat social s'y prête avant la présidentielle. En résumé, la facture Covid-19 qu'ils entendent bien nous faire payer, risque d'être salée pour le monde du travail si celui-ci n'organise pas au plus vite sa propre résistance. C'est l'objectif prioritaire de la journée d'action nationale interprofessionnelle du 5 octobre prochain et des luttes locales ou sectorielles qui auront lieu d'ici-là.

À nous toutes et tous de faire en sorte, par une activité syndicale soutenue, de qualité et offensive sur chaque lieu de travail, que les desiderata de Roux de Bézieux et de Lemaire ne se transforment jamais en réalités ◉

Brèves

Débats sur la Fête !

Lieu de rencontres, lieu de débats, lieu de questionnements... Venez bousculer vos idées et exercer votre sens critique à la Fête de l'Huma, véritable carrefour des luttes sociales !

Nos camarades de la Confédération et de l'UD 94 interviennent à plusieurs moments. N'hésitez pas à aller les écouter, les soutenir et partager avec eux :

→ **FACE À FACE**
Philippe Martinez -
Gabriel Attal
Samedi 11/09
à 14h30 :

Agora de l'Humanité
«Relance économique,
croissance, salaires, emploi
et industrie...»

→ **Samedi 11/09**
à 11h :

au stand d'Asnières Vanves
avec Cédric Quintin
«Cuba, continuité en temps
de COVID»
En présence d'Elio Rodriguez Perdomo, Ambassadeur de Cuba

→ **Dimanche 12/09**
à 11h30 :

au stand de Génération.s
avec Benjamin Amar
«Rentrée sociale : Macron
a-t-il déjà gagné ?»

Désintoxication des masses sur la nature et l'enjeu des cotisations sociales

C'est l'immense défi du moment. Le patronat et le gouvernement s'appêtent à lancer une nouvelle et vaste offensive contre la protection sociale de manière générale et son financement, plus particulièrement. Qualifier de « charges » par les ennemis de la Sécu et tous les pourfendeurs de notre modèle social, c'est donc par une nouvelle baisse des cotisations, donc, par un assèchement nouveau des caisses de protections sociales (chômage, retraites, maladie) que le patronat entend « augmenter » prochainement les salaires dans certains secteurs dits « en tension ».

Dans un second temps, c'est sur le déficit supposé et organisé de la Sécurité sociale, que nos ennemis de classe plaideront, dans quelques temps, pour la mise en œuvre d'un énième plan austéritaire et une destruction définitive de l'œuvre d'Ambroise Croizat et de la résistance. Une revanche sociale et une stratégie aussi vieille que le capitalisme lui-même. Toujours le même dogme, celui du coût du travail !

Le second missile libéral, c'est celui qui porte sur la fin de la gratuité des tests PCR dès le 15 octobre prochain. Après les masques donc, les tests et pourquoi pas demain, le financement des vaccins par nous-mêmes ?! Face à cet assaut, nous avons un devoir urgent de clarté et de réhabilitation de quelques repères fondamentaux. Dans nos expressions et tracts syndicaux, il est vital de rappeler, par exemple, que ni les tests ni les vaccins ne sont gratuits mais bel et bien remboursés par la Sécurité sociale, donc par nos cotisations sociales. Payer demain les tests, reviendrait finalement à les payer deux fois de notre propre poche ! C'est une bataille idéologique importante que le capital a déployé et qui doit être menée, avec la même vigueur, par toute la CGT. Ne pas faire (ou insuffisamment) cet effort de clarté syndicale, conduirait à laisser s'installer dans les têtes, désinformation, culpabilisation et résignation. Ce journal de l'UD vous donne quelques clés et repères qu'il convient d'utiliser pour déconstruire la propagande libérale et nourrir l'indispensable riposte de solutions alternatives. Toutes et tous concernés !

Repères

- Les cotisations sociales sont un élément prélevé sur la valeur ajoutée pour financer la protection sociale. La cotisation constitue un paramètre de la rémunération globale des salariés. C'est ce que nous appelons du salaire différé et socialisé. **Baisser les cotisations sociales, c'est donc baisser nos salaires et c'est, du même coup, amputer les prestations sociales** (se former, se soigner, partir en retraite) ;
- 100 000 chômeurs = 1,5 milliard d'euros de cotisations en moins pour la Sécu.
1% de masse salariale en plus = 2,5 milliards d'euros de rentrée de cotisations ;
- Les politiques d'exonérations des cotisations sociales patronales représentent chaque année des dizaines de milliards d'euros en moins pour le régime de protection sociale ;
- Détruire l'emploi, le précariser ou geler les salaires, c'est inévitablement priver de ressources le système de protection sociale.

La bataille pour l'emploi et les salaires ne peut-être désincarnée. Davantage qu'un défi revendicatif et des moyens pour vivre, ce combat relève bien d'un choix de société !
Systémique et civilisationnel.

Nos revendications

- Mettre fin aux exonérations des cotisations qui ne créent pas d'emploi et produisent des trappes à bas salaires.
- Mise en place d'une cotisation sur les revenus financiers.
- Imposer l'égalité salariale en augmentant les salaires des femmes, ce qui dégagerait 5,5 milliards d'euros supplémentaires pour le financement de la protection sociale.



Tel est le leitmotiv choisi par notre UD, permettant aux militant-e-s de progresser dans leur parcours de formation et de s'approprier d'avantage les contenus revendicatifs de la CGT. Le choix d'organiser, en complément des stages, plusieurs journées d'étude thématiques ont été retenus. Une première série se déroulera sur l'année 2021-2022 menée principalement par des camarades de la confédération. Nous démarrons **le 20 octobre 2021, de 9h à 16h30, à Créteil par**

les « 32h » animée par Baptiste Talbot, membre de la CEF et en charge du collectif confédéral 32h. Celle-ci est ouverte à l'ensemble des militant-e-s CGT 94 par inscription auprès du secteur formation. Aborder la question de la réduction légale du temps de travail, c'est avant tout remettre au débat la redistribution des gains de productivité et des richesses. Réfléchir à l'organisation de travail, au mode de consommation...

Travailler moins, pour travailler mieux et travailler tout.e.s. Revendication portée par toute la CGT et dont plusieurs campagnes sont en cours, n'est pas une utopie mais un projet de société.

Parallèlement, plusieurs stages sont organisés pour accompagner les militant-e-s dans leur prise de responsabilité : politique financière, orga. et qualité de vie syndicale, Cogitiel, CSE-CSST puis pour rester acteur : les stages de niveau 1 sont organisés dans vos UL et de niveau 2, au sein de l'UD.

À vos inscriptions ! ◉

➔ [Planning des formations sur udcgt94.fr/formations](https://udcgt94.fr/formations)

Elections Professionnelles, un enjeu pour toute la CGT et le monde du Travail

Les 2,3 prochaines années sont cruciales pour la place de la CGT dans le paysage syndical. Cela vaut pour nos grands combats revendicatifs pour construire un avenir meilleur comme pour le rôle de notre organisation et de ses représentants au sein même de l'appareil productif (entreprises comme services publics). Et en cela notre poids lors des élections professionnelles est un élément majeur, et les échéances devant nous cruciales : élections dans la Fonction Publique fin 2022 et 2ème cycle CSE dans le privé.

Nous constatons une baisse du nombre de syndiqués à la CGT ainsi, et c'est lié, qu'une baisse de notre représentativité nationale. Inverser cette tendance est nécessaire et à notre portée.

Nous allons devoir faire preuve de plus de rigueur et de stratégie. Ne pas courir après le flot continu de convocations par les patrons aux négociations de Protocoles d'Accords Pré-électoraux, se concentrer sur les entreprises où nous sommes implantés et là où les salariés nous sollicitent. Apprendre ou réapprendre les



« bonnes pratiques » syndicales s'avère aussi souvent nécessaire. Pour cela des modules de journées d'étude sont disponibles, et les syndicats peuvent faire appel à nous pour venir vous les dispenser.

Une élection pro, ça s'anticipe, se prépare, ce n'est pas la météo !

Une campagne se lance au moins 6 mois avant la date du scrutin, et sa réussite passe par l'implication et le déploiement d'un maximum de syndiqués.

N'attendez pas, l'Union Départementale est disponible pour vous aider à construire votre campagne ! ◉

Brèves

Un tshirt pour CUBA

Afin d'afficher notre soutien au peuple cubain et exiger la levée immédiate du blocus impérialiste sur l'Île, ce tshirt va être réalisé et destiné à la vente sur nos événements. Le but est de parler de la situation à Cuba en premier lieu mais aussi de soutenir, grâce à ces ventes, les campagnes de dons dont le peuple a cruellement besoin. Venceremos !



Le logo de l'UD évolue

L'adhésion de l'Union Départementale CGT du Val-de-Marne à la FSM est historique. Résolument internationaliste, notre organisation a la volonté que ce retour dans la FSM ne soit pas que dans le texte mais bien visuel aussi.

Notre volonté fut d'abord politique. Revenir dans une organisation mondiale rassemblant les syndicats de classe du monde entier était imparable dans la période pour contrer le capitalisme et l'impérialisme qui sévissent de toute part. C'est aussi une manière de pointer du doigt l'inaction de la CES dont la CGT est adhérente et qui ne propose aucune action militante à la hauteur des enjeux.

C'est pourquoi le secteur communication de l'UD a travaillé à l'intégration du logo de la FSM dans son propre logo comme d'autres organisations de la CGT l'ont fait avant nous ◦



«Nouveau» ballon de l'UD !

Suite du travail que nous avons à fournir après les dégradations de notre matériel lors du précédent 1^{er} Mai, la camionnette remise en état, c'est au tour du ballon de faire «peau neuve».

Nous y mettons les guillemets car vous vous rendrez compte du «retour aux sources» avec un design bien connu de nos militant.es. Nous avons bien entendu le besoin de meilleurs repères visuels lors des mobilisations et le précédent ballon soulevait certaines remarques car pas assez identifiable. Beaucoup d'entre nous étaient attachés à ce ballon et en ces temps troublés, point besoin de brouiller les repères. Seule nouveauté, l'ajout du logo de la FSM ◦





Afghanistan : L'échec desastreux de la guerre impérialiste des USA et de l'OTAN

Toutes ces années de guerre, ces milliers de morts, pour en arriver là ! En Afghanistan, après plus de 20 ans de guerre, les Talibans ont repris le pouvoir en faisant de nombreux morts et blessé-e-s. C'est le résultat d'une guerre qui, comme toutes les guerres liées aux intérêts des États-Unis et soutenues par la coalition de pays occidentaux, dont la France, était à la fois illégitime et sans issue. Comment ne pas se souvenir que ce sont les USA qui ont armé les Talibans pour combattre les gouvernements progressistes et communistes en place à la fin des années 70 dans une région stratégique pour ces matières premières ! En 2001, après avoir perdu le contrôle de leur marionnette Ben Laden, les USA déclenchèrent et prirent le contrôle d'une coalition de guerre internationale, refusant à l'ONU le droit de les surveiller, et promulga un décret empêchant les soldats américains d'être déférés devant la Cour pénale internationale. La CGT s'est toujours opposée à la participation de la France et de ses forces armées à ce conflit impérialiste.

En 20 ans, les gouvernements qui se sont succédés n'ont jamais réussi à établir un pays sûr, démocratique et souverain, avec comme priorité d'améliorer la situation sociale et économique pour le peuple et les travailleurs. Le retour des Talibans au pouvoir était donc prévisible. C'est le retour de la terreur, particulièrement pour les femmes, de nouveau privées de libertés et d'autonomie et les progressistes. À chaque fois que les Talibans se sont emparés d'une province, les responsables syndicaux ont été pris pour cible. Parmi les demandeurs d'asile, la situation de militants et dirigeants syndicaux subissant des menaces de mort doit attirer l'attention.

Nous nous tenons aux côtés des voix qui expriment leur soutien aux syndicalistes et militant-e-s progressistes d'Afghanistan. Nous soutenons les demandes d'asile politique en Europe et notamment en France en raison des risques d'assassinats et de représailles qu'ils encourent.

Nous dénonçons les visées impérialistes des grands États capitalistes et de l'Occident et appelons les travailleurs à une forte solidarité internationale notamment à travers la Fédération Syndicale Mondiale (FSM WFTU) à s'organiser contre ces guerres si coûteuses en vies humaines et financièrement ◉

Levée des brevets Une bataille fondamentale à amplifier

A lors que l'UE «fête» un taux de vaccination de 70%, ce taux n'atteint souvent même pas 3% dans des pays à bas revenus. Une injustice mondiale dont seul le capitalisme détient le secret ! Du point de vue santé publique, c'est un désastre. Comme chacun.e le sait, plus le virus circule, peu importe à quel endroit de la planète, plus le risque de variants, toujours plus violents, augmente. C'est tout l'enjeu et le principe de la couverture vaccinale mondiale ! Les égoïstes et profiteurs de crise, aveuglés par les profits, raisonnent national et européen. Nous raisonnons nous, échelle mondiale et bien commun de l'humanité. Face au chaos sanitaire international toujours en cours, que le système, et non les chauves-souris, a produit et accentué, l'initiative Covax (partage des miettes) n'est qu'une aumône des pays les plus riches face aux besoins gigantesques des pays en voie de développement.

Les masques tombent

Alors qu'au niveau mondial une majorité se prononce en faveur de la levée des brevets et de la propriété intellectuelle, les technocrates bourgeois de Bruxelles et les gouvernements européens, dont la France, s'obstinent dans leur insupportable et criminel refus ! Préférant ainsi obéir au diktat des laboratoires et multinationales pharmaceutiques qui viennent, d'ailleurs, de revoir à la hausse le prix des doses vendus aux états et qui militent, ouvertement, pour l'administration d'une troisième dose dans les pays riches. La belle affaire ! Ne sommes-nous pas clairement ici devant un crime contre l'humanité ?!

Dénoncer les conséquences, combattre cette logique

A l'inverse de cet apartheid vaccinal, le partage des technologies par la levée des brevets permettrait de produire le vaccin dans toutes les régions du monde. Par la dénonciation et la mobilisation dans chaque entreprise, il est devenu urgent, nécessaire et vital de ne pas laisser plus longtemps dans les mains de Moderna, Pfizer et compagnies le droit de vie et de mort ! Plus que temps de reprendre notre étendard «pas de profits sur la pandémie» pour en faire une bataille de masse ! L'enrichissement insolent des big pharma est déjà faramineux. Au point que le PDG français de la société américaine Moderna vient de faire son entrée dans au palmarès des plus grandes fortunes du pays.

Pas d'autre voie possible que la solidarité et l'internationalisme

Aucun mur ni barbelés, comme affectionnent de les dresser nos gouvernants capitalistes pour se protéger des « hordes de réfugiés » fuyant la guerre et la misère que l'impérialisme a lui-même semé, ne pourront empêcher la poursuite de la propagation. Face aux abrutis qui nous gouvernent et complotistes en herbe, nous devons impérativement mener la lutte sur la question du bien public mondial, la massification de la production, sa gratuité et son accessibilité partout dans le monde. Disons-le d'ailleurs ici : la troisième dose en France, probablement nécessaire et pour cause !, va continuer de creuser injustice, inégalités et inefficacité à long terme. C'est un changement profond de paradigme dont nous avons en vérité besoin ! C'est à nous, militants-es de la CGT, que revient ce devoir. Comme celui de poursuivre nos mobilisations pour la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et la reconquête de moyens nouveaux pour nos hôpitaux et nos services publics. Rappelons qu'une affiche et un tract de l'UD sur ces grands enjeux sont toujours disponibles ●

Un avion pour Cuba

C'est la grande ambition en cours d'examen dans la CGT. Sur proposition, dans un premier temps, de la fédération des cheminots, de l'énergie et de l'UD CGT du Val-de-Marne, ce projet sera prochainement traité par le bureau confédéral. Un accord de principe est déjà acté par le secteur international de la confédération. Nous nous réjouissons clairement de cet engagement d'ampleur de la CGT s'il est validé. La situation à Cuba est grave et nos camarades souffrent terriblement de pénuries multiples imposées par le blocus criminel et illégal des Etats-Unis.

La pandémie est venue accroître les blessures et les difficultés. Alimentation, produits d'hygiène, seringues, respirateurs, paracétamol, carburants... l'impérialisme redouble d'efforts pour asphyxier, non pas le gouvernement, mais chaque famille cubaine. Ce peuple résiste malgré tout, comme il le fait depuis 60 ans, en contournant toutes les difficultés, les mauvais coups, les attentats, les campagnes de dénigrement et de mensonges perpétuels. L'objectif des Etats-Unis et de leurs complices est clair : abattre le ré-

gime socialiste de Cuba. C'est l'espérance même et l'illustration qu'un autre modèle que le capitalisme existe, que l'impérialisme a décidé par tous les moyens d'enterrer. Il en est d'ailleurs de même pour le Venezuela ou le Nicaragua.

Cuba a, aujourd'hui, besoin de notre aide pour continuer à résister face aux envahisseurs et poursuivre son œuvre émancipatrice. Nous devons, avec conviction et acharnement, poursuivre le combat, d'ici, pour gagner la levée du blocus. C'est le seul et l'unique moyen pour que Cuba garantisse sa liberté, sa souveraineté et son développement économique, social et politique. Mais, pour résister, il faut vivre ! C'est tout l'enjeu de ce projet de la CGT, d'affréter un avion entier (de lutte, de soutien et de solidarité) pour Cuba.

Une grande collecte financière publique sera entreprise partout pour l'achat de matériels médicaux et de nourriture. Cette campagne sera l'occasion d'informer, de sensibiliser, de déconstruire, les contrevérités et d'élever partout la mobilisation en faveur de nos idées, de notre camp et donc de Cuba. Nous en reparlerons. Hasta la victoria, siempre ! ●

Commémoration à Chateaubriant



Il y a quatre-vingts ans, un tragique événement marqua un tournant dans l'histoire de l'Occupation, en commençant à faire basculer une grande partie de l'opinion publique.

Le 22 octobre 1941, 48 hommes, qui ne s'étaient pas résignés à voir leur pays tomber aux mains de l'Allemagne nazie, furent exécutés à Chateaubriant, Nantes et Suresnes, au Mont-Valérien. Les 27 patriotes français, détenus au camp de Choisel, ont été fusillés par les Allemands dans la carrière de Chateaubriant, le mercredi 22 octobre 1941 entre 15h50 et 16h10.

Ces militants du Parti communiste français ou de la CGT ont été assassinés en représailles à l'exécution du Feldkommandant de Nantes, Karl Hotz. Ils l'ont été en vertu du Code des Otages, promulgué quelques jours auparavant, qui permettait aux autorités allemandes de fusiller massivement des victimes devant «expier» les actions de la Résistance.

En 2021, la jeunesse est plus que jamais en résistance : en résistance contre les injustices qui perdurent dans ce monde, en résistance face aux menaces contre les ressources de la planète, en résistance face aux fanatismes religieux, en résistance contre les idées fascistes, racistes, ségrégationnistes, communautaristes qui menacent chaque jour un peu plus l'unité de notre nation.

➔ **Retrouvons-nous nombreuses et nombreux, le dimanche 17 octobre 2021, à partir de 13h30, à la Sablière, la Carrière des fusillés (44110 Chateaubriant) pour commémorer ce tragique événement, pour la 80^e fois. Un départ en car sera organisé par l'UD au départ de la Maison Syndicale Départementale Michel-Germa à Créteil. Infos à suivre** ○



➔ **Contact UD CGT 94**
MAISON DES SYNDICATS
11/13, RUE DES ARCHIVES, 94010 Créteil
Téléphone : 01 41 94 94 00
Email : infos@cgt94.fr
Site internet : udcgt94.fr

Ce que nous ont légué les ancien.nes !

On entend dans les cortèges contre le passe sanitaire des revendications de liberté d'être ou ne pas être vacciné.e. Alors que l'extrême-droite et quelques factieux surfent sur ce mouvement de colère, quel sens donner à ce mot aujourd'hui ?

La CGT affirme sans ambiguïté sa position sur la nécessité de la vaccination mais s'oppose fermement à son obligation. Cette nouvelle attaque contre les libertés fondamentales va encore plus diviser et précariser les salarié.es, en dépit des procédures du Code du Travail. Elle est inacceptable. Après la loi sécurité globale et sa répression d'Etat, la loi séparatisme et la haine de l'autre, les décrets de décembre 2020 et le fichage des citoyen.nes, le gouvernement s'enfoncé dans des choix politiques qui nourrissent la crise sanitaire, sociale et écologique plutôt que de la combattre efficacement. Il va à l'encontre du sens de l'Histoire et encourage les dérives de l'extrême droite et des anti-vax.

La liberté que nous revendiquons, c'est celle qui guide le peuple, une liberté émancipatrice qui transforme les aspirations individuelles en projet collectif. Nos ancien.nes se sont battu.es pour que nous ayons une vie meilleure. Elles et ils nous donnent la force de combattre le fatalisme qui mène à la résignation. C'est pourquoi nous militons hier comme aujourd'hui jusqu'à la suppression de tout système de domination et d'exploitation pour un monde de justice, de paix et de fraternité ○



ORGANISATIONS SYNDICALES

J'ai le pouvoir de protéger mon activité syndicale.

Ce qui est essentiel pour nous à la Macif, depuis plus de 30 ans, c'est de protéger l'activité syndicale de nos partenaires.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances Banque Santé
Essentiel pour moi
MACIF

Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.
 MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
 Société d'assurance mutuelle à cotisations variables, déclarée en tant que Océan des Assurés. Siège social : 72414, rue de l'Inde - 93000 Noisy.
 Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13003670 (www.orias.fr).